

- Rien n'est plus désastreux qu'un investissement rationnel
- dans un monde qui ne l'est pas.
J.M. Keynes

Le Bon, la Brute et le Truand.

J'ai assisté ces derniers mois à plusieurs réunions de gestionnaires de fonds d'investissements qui restaient étonnement optimistes sur la hausse des marchés financiers malgré les baisses de début d'année. Je constatais néanmoins qu'ils se basaient uniquement sur des données macro économiques démontrant qu'il n'y avait pas de récession dans les pays développés et que cette vision, étayée par leurs statistiques, faisait abstraction de la situation née des tensions politiques qui menacent la cohésion et la stabilité de l'Union Européenne.

Il est vrai qu'il n'y a jamais eu autant de milliardaires et de millionnaires en dollars dans le monde, ces dernières décennies ayant profité de la libre circulation des biens et des capitaux grâce à des sociétés occidentales largement ouvertes. Mais la crise des migrants et l'exigence de la libre circulation des personnes exigées par des associations prônant l'abolition des frontières, remettent aujourd'hui en question les paradigmes auxquels les citoyens européens étaient habitués. Avec les guerres du Moyen-Orient et les déclarations de Madame Merkel poussant les populations désespérées à rechercher un avenir meilleur en faisant fi des frontières, l'espace Schengen est en danger mortel. L'UE risque de devenir un Far West où seules comptent les lois des plus malins et des associations bien pensantes relayées par le politiquement correct des médias. L'alternative est simple, soit les élus auront assez de courage pour faire respecter les institutions et les règles, soit l'Europe se dissoudra dans un retour fatal aux nationalismes d'autrefois. Ne pas tenir compte de ce facteur au risque économique certain, ne peut que fausser toutes les projections actuelles, le Brexit n'en étant peut-être que les prémices.

Les attentats meurtriers de 2015 et de ces dernières semaines en Belgique ont évidemment des incidences sur l'ensemble de l'Europe. Un sondage réalisé auprès de milliers de conseillers du commerce extérieur pour la France observe ainsi une dégradation concernant la sûreté ressentie par les investisseurs étrangers (La Tribune du 30 mars). Avec ses fusillades, ses bombes et ses desperados, l'Europe est en train de se transformer en western spaghetti à l'image du film, le Bon, la Brute et le Truand.

Le rôle du Truand sera attribué au dirigeant nationaliste turc Erdogan qui sous couvert de s'allier aux européens et aux américains, en profite pour faire la guerre à une partie de son propre peuple, les kurdes. Musulman rigoriste sunnite, c'est aussi l'ennemi de son voisin musulman alaouite Bachar el Assad. Il a soutenu l'Etat Islamique qu'il approvisionnait en armes et en rachetant son pétrole. Grâce à l'Europe qui exigeait la mise à l'écart des militaires dont le rôle était pourtant de veiller à la laïcité de l'Etat turc, il a pu limoger les cadres de l'armée et revenir sur l'héritage de Kemal Atatürk en islamisant à nouveau les institutions.

Maître des frontières européennes, il se sert des réfugiés syriens et irakiens pour racketter l'union européenne grâce à l'intermédiaire de Madame Merkel. Non seulement, il exige six milliards d'euros pour récupérer les migrants illégaux expulsés d'Europe, mais il veut aussi la suppression des visas dans l'espace Schengen pour les citoyens turcs. Il réprime sans vergogne toute opposition et jette en prison les journalistes dont il confisque les journaux. Il prononce sur le sol européen, à Cologne en 2008 et à Strasbourg en 2015 des discours nationalistes qui exhortent les immigrés turcs à ne surtout pas s'intégrer dans leur pays d'adoption et les conjure de garder les us et coutumes religieux de leur pays d'origine. .../...

Non content de pratiquer la censure et le crime de lèse majesté en Turquie, mi-mars, il convoque l'ambassadeur d'Allemagne suite à un clip satirique diffusé sur une chaîne allemande qui se moquait de sa mégalomanie. C'est à ce dirigeant manipulateur, brutal, cynique et maître chanteur que l'Union Européenne promet une future adhésion.

L'élite occidentale attribuera sans conteste le rôle de la Brute à Vladimir Poutine, ses méthodes étant plus expéditives que celles de nos vieux pays libéraux et ressemblant par certains côtés à celles d'Erdogan. L'Ukraine ayant fait le choix de se tourner vers l'UE, Poutine, estimant que la Crimée avait été trop vite attribuée par son prédécesseur à ce pays et que l'importance stratégique de la base navale de Sébastopol était capitale pour la Russie, a annexé le territoire sans prendre de gants. Bien qu'il aurait certainement aussi voulu remettre dans le giron russe le reste de l'Ukraine, il s'en est néanmoins gardé jugeant qu'il risquait d'y perdre plus qu'il n'y gagnerait, se contentant d'alimenter un foyer de tension dans la partie russophone. Devant trouver une voie reliant directement la Russie à la Crimée, plutôt que de s'entêter à vouloir passer par Marioupol et le sud de l'Ukraine créant un nouveau Dantzig, il a également intelligemment préféré construire un pont comme je le présument dans ma lettre de mars 2015.

Enfin, pour garder un pied en Méditerranée et sa base navale de Tartous en Syrie, il a dans un premier temps empêché la chute de Bachar el Assad. Puis l'action insuffisante des occidentaux risquant de faire tomber ce pays sous la coupe des islamistes et de le transformer en nouvelle Lybie, il a décidé d'intervenir directement avec son aviation et ses conseillers militaires. Avec la libération de Palmyre et le recul de l'Etat Islamique, la Syrie se remettant à respirer, Obama et Hollande découvrent avec retard qu'il vaut peut-être mieux traiter avec le régime d'El Assad qu'avec celui des fous de Dieu. Au niveau économique, la corruption et la chute des cours de l'énergie font souffrir le peuple russe. Mais au niveau politique, Poutine continue d'incarner les tsars et la grandeur de la Russie.

Même dans nos vieilles démocraties sclérosées, pour arriver au sommet du pouvoir politique, il faut être un peu truand à l'image de Clint Eastwood, le « Bon » du film. Dans ce rôle, parmi les dirigeants européens, Camerone, Hollande et Merkel, c'est cette dernière que les migrants plébisciteraient à coup sûr. Ce qui ne serait certainement pas le cas des grecs qui se souviennent des oukases allemands de 2015 contre les promesses électorales d'Alexis Tsipras. Malgré ses déboires aux dernières élections suite à sa politique migratoire, elle bénéficie toujours des très bons résultats économiques de l'Allemagne. Ainsi, son budget 2015 est excédentaire de 12 milliards d'euros alors que celui de l'Etat français accuse un déficit de 70 milliards. Un autre chiffre qui fait mal à la France est son taux de chômage. Il est de 4,5% en Allemagne et de 10,8% en France, celui des jeunes y dépassant 20%. Jamais la dichotomie entre l'économie française et allemande n'aura été aussi forte.

Les manifestations contre la loi El Khomri et la jeunesse dans la rue scandant fièrement qu'elle ne veut pas perdre sa vie à la gagner, démontrent que la France a encore du chemin à parcourir. Un article du Point relève que l'américain moyen rapportait 13 000 dollars de recettes fiscales en 2009 pour un PIB de 46 400 dollars alors que le français moyen offrait 15 000 dollars pour un PIB de 32 800 dollars. Le français partageait donc 64% de richesses en plus que l'américain, 39% de plus que le canadien, les dépenses de l'Etat français couvrant 56,1% du PIB. Même si la vérité exige de préciser que le français récupère une partie de ces prélèvements sous formes d'allocations et de prestations que l'américain doit couvrir par une assurance privée, le compte réel est bien en sa défaveur.

Une note de France Stratégie, un organisme de réflexion du premier ministre, vient d'informer que depuis trente ans, les politiques publiques favorisent les plus de 60 ans au détriment des moins de 25 ans. Elle s'appuie sur le fait qu'en 1979, 11% du PIB était consacré aux plus de 60 ans pour 17% en 2011 alors que ce % est passé de 8,5 à 8% pour les moins de 25 ans. Or, dans un article du Point fin mars, Michel Godet, économiste et démographe, informe qu'en 1968 les moins de 20 ans étaient deux fois plus nombreux que les plus de 60 ans et qu'en 2030, ils seraient 25% moins nombreux que leurs aînés. Il est incontestable que les baby boomers nés après guerre, plus nombreux du fait du rallongement de l'espérance de vie et se portant forcément moins bien en tant que seniors en 2016, coûtent plus cher à la collectivité. Il est tout aussi certain que même avec 8% au lieu de 8,5% du PIB, les jeunes de 2016 sont plus favorisés que ne l'étaient ceux de 1968. Le premier ministre serait-il convaincu que les plus de 60 ans votent à droite ?

Les chiffres peuvent donc être tronqués volontairement comme en Grèce en vue de l'adhésion à l'UE ou comme au Brésil pour la réélection de Dilma Rouseff. Ils peuvent aussi être orientés comme ci-dessus dans le comparatif jeunes vieux. Pour cette raison, les prévisions étant difficiles surtout concernant l'avenir, conseiller aujourd'hui une stratégie financière en se basant sur des chiffres biaisés est donc délicat. A court terme, l'épargnant prudent attendra les résultats du référendum sur le Brexit en juin. Par contre, le téméraire pourra profiter d'un CAC 40 à moins de 4.400 points sachant qu'il dépassait 5.200 en avril 2015. En dehors des aléas économiques, il faudra aussi intégrer la montée de l'islamisme et les fractures de nos sociétés. Une partie de la jeunesse musulmane continuera-t-elle à se laisser séduire par des thèses mortifères que l'écrivain algérien Boualem Sansal, dans son roman *2084 la fin du monde*, résume ainsi « *Allons mourir pour vivre heureux* » car « *Mourir dans l'espérance d'une nouvelle vie est quand même plus digne que de vivre en désespérant de se voir mourir* ». Ces formules étaient déjà citées dans ma lettre de janvier, mais Molenbeek prouve qu'elles sont plus que jamais d'actualité. Face au risque de cette idéologie et de l'immigration non maîtrisée, la politique adéquate est-elle celle de l'angélisme de l'Europe de l'Ouest ou celle des mesures plus brutales des anciens pays du Pacte de Varsovie ? Mario Schneider.